

Lutte de classe

Dans quelle direction la crise actuelle du capitalisme peut-elle évoluer ?

Personne ne semble en mesure de dire quelle tournure elle peut prendre, combien de temps elle va durer, comment elle va s'achever.

Si l'on ajoute que les chiffres les plus extravagants se répandent un peu partout sans qu'on sache d'où ils proviennent, on est bien avancé encore une fois !

Il y a cependant un élément qui revient sans cesse dans les commentaires des économistes et des hommes politiques : la confiance.

Crise de confiance des investisseurs, crise de confiance à l'encontre des banques et des institutions financières, crise de confiance de la part des actionnaires, des industriels, des organismes de crédit, crise de confiance des travailleurs face à un système qui les dépasse complètement et dont ils découvrent aujourd'hui le fonctionnement, etc.

Pour prêter de l'argent, il faut avoir confiance dans la capacité de l'emprunteur à pouvoir vous rembourser. Pour s'endetter ou emprunter de l'argent, il faut avoir confiance en notre capacité à honorer nos dettes, à garder notre emploi, à conserver un salaire permettant de faire face à toutes nos dépenses, ce qui est aléatoire par les temps qui courent pour des millions de travailleurs dans tous les pays.

Théoriquement, on ne va pas s'aventurer à s'endetter quand on ne sait pas ce que l'avenir nous réserve. En théorie, les banques ne vont pas prêter de l'argent à un travailleur dont la solvabilité n'est pas garantie. Chacun sait maintenant, que pratiquement c'est l'inverse qui se produit, disons en temps normal, pour des motifs qui ne sont pas les mêmes, le débiteur n'a souvent pas le choix, alors que le créancier peut se permettre de prendre un risque en le répartissant sur l'ensemble des capitaux qui passent entre ses mains.

Or, aujourd'hui, la situation ne se prête pas vraiment à accorder la moindre confiance dans l'avenir tant que la crise persistera. Si les offres de crédits risquent de se faire rares, les clients potentiels aussi. Du coup, elle ne cesse d'enfler, elle s'accélère, le temps joue manifestement contre une issue rapide à cette crise.

Le secrétaire au trésor américain n'a pas encore été capable de dire comment et quand seront ventilés les 850 milliards de dollars du plan qui porte son nom (Paulson) adopté par le Sénat et la Chambre des représentants.

La Fed déverse quotidiennement des centaines de milliards en attendant pour éviter une paralysie totale de l'économie américaine, la BCE et toutes les banques centrales font de même sous forme de prêts à court terme sans savoir si les emprunteurs pourront les rembourser à terme, s'ils en étaient incapables, c'est tout le système qui pourrait voler en éclat.

Les conséquences de cette crise n'épargne aucun secteur, et l'industrie est dorénavant directement frappée, d'un côté à cours de liquidité, de l'autre elle doit affronter un ralentissement de la consommation, les chaînes de production s'arrêtent ou tournent au ralenti, des plans de licenciements massifs sont annoncés dans tous les pays.

Qui dit licenciements ou chômage partiel, dit perte ou baisse de revenu, donc insolvabilité d'une masse croissante d'emprunteurs, cela veut dire que des créances qui étaient encore saines hier, vont devenir pourries demain, venant s'ajouter aux autres qui ont été le détonateur de cette crise. Donc en principe, cette crise devrait encore croître dans les mois à venir. Certains économistes et membres de différents gouvernements (en Islande par exemple) disent déjà qu'elle devrait durer au moins jusqu'à la fin de l'année 2009, alors qu'ils n'en ont pas encore fait l'inventaire complet comme je viens de l'expliquer. En résumé, les conséquences de cette crise vont l'alimenter et ainsi de suite.

L'on sait que l'économie fictive mobilise une masse de capitaux très nettement supérieurs au PIB mondial. Les pertes enregistrées au cours des trois dernières semaines sont encore très loin d'avoir ramenées une sorte d'équilibre entre les deux, ce n'était pas l'objectif des banques centrales, pire, puisque les milliards déversés dans les institutions financières servent davantage à alimenter l'économie fictive, la spéculation.

J'avais pensé un instant que cette crise risquerait de durée aussi longtemps que les activités de l'économie fictive ne serait pas ramenée dans des proportions "acceptables" par rapport à l'économie réelle, qu'une sorte d'auto-régulation se produirait, non pas par la volonté des financiers qui accepteraient de rogner sur leurs profits, mais par la force des choses, pour empêcher que la crise prenne des proportions encore plus considérables et deviennent totalement incontrôlable, pour assurer le sauvetage du système capitaliste. J'avoue qu'il est difficile de formuler des hypothèses, d'ailleurs personne ne s'y risque et on n'ose pas envisager le pire.

L'intégration croissante des économies nationales à l'économie mondiale les a rendues encore plus vulnérables que par le passé. Si les dirigeants du vieux monde tentent de mettre sur pied une réponse globale à cette crise qui frappe tous les pays, force est de constater qu'ils ne parviennent pas à adopter une réponse commune, chacun sauvant en priorité ce qui peut l'être chez lui. Ce qui était présenté hier comme des avantages, se transforme en inconvénients majeurs en temps de crise. Les contradictions qui semblaient aplanies par le biais de l'interdépendance des différentes économies ressurgissent plus violemment encore. La fragilité et les faiblesses des économies de certains pays étaient masquées jusqu'à présent dans l'UE soit par la monnaie unique, soit par l'apport permanent de capitaux par le canal de l'industrie financière.

L'évolution de la situation en Islande est intéressante. Ce pays ne fait pas partie de l'UE et a conservé sa monnaie, la couronne. L'économie islandaise étant largement basée sur son secteur financier qui représente huit à neuf fois son le PIB, du coup la crise actuelle menace toute son économie.

La couronne a perdu 11,1% entre le 5 et le 9 octobre par rapport à l'euro, les trois plus grandes banques ont été nationalisées en catastrophe. Mercredi 8, le taux de change était d'un euro pour 172 couronnes contre 90 au 1er janvier.

L'Islande qui était l'un des pays les plus prospères de l'Organisation de Coopération et de développement économiques (OCDE) s'écroule. Moscou lui a accordé un prêt de 4 milliards de dollars en urgence et l'avenir reste plus qu'incertain pour ce pays dont l'économie ne repose que sur deux industries, l'aluminium et la pêche.

On a bien compris que les banques centrales doivent faire face à un double déficit : permettre aux banques de faire face à leurs dépenses de fonctionnement et leur donner les moyens d'octroyer des prêts aux entreprises et aux particuliers pour éviter que les premières ne se retrouvent étranglées et que les seconds ne cesse de consommer pour continuer d'alimenter l'économie réelle. C'est bien tout le système capitaliste qui est menacé de faillite.

Comme l'explique très bien le camarade du CCI-T dont j'ai mis le texte en ligne dans le site, lors des crises précédentes, ils ont toujours trouvé un moyen de faire repartir leur machine infernale en développant artificiellement un autre secteur d'activité, en le dopant pour qu'il se développe plus rapidement que les conditions économiques réelles ne le permettaient, ainsi après la crise Internet de 2003, ils se sont rabattus sur l'immobilier, mais demain comment vont-il s'y prendre ?

S'ils s'en sortent encore une fois, c'est parce que le prolétariat n'est pas encore prêt à prendre le relais du capitalisme et à avancer sur la voie du socialisme.

On a appris que les ventes de voitures en Europe étaient reparties à la hausse, une bien mauvaise nouvelle qui montre que la confiance de la majorité de la population dans le capitalisme résiste à cette crise pour le moment.

Autre élément que va dans le même sens, apparemment, ce qu'ils appellent la panique, en réalité la perte de confiance de la population dans le capitalisme, ne s'est pas manifestée au guichet des banques par le retrait de sommes importantes. Cette info date de trois jours, il faut préciser car les choses peuvent s'inverser du jour au lendemain.

Tant que la confiance des masses dans le capitalisme n'est pas remise en cause, les dirigeants du vieux monde disposent d'une marge de manoeuvre leur permettant de faire face à la situation.

Tout repose uniquement sur l'attitude des masses exploitées, la classe ouvrière, les classes moyennes et la petite bourgeoisie.

Les gouvernements le savent bien. Un exemple qui le prouve. Quand les banques ont relevé leur garantie sur les comptes courants et les comptes d'épargne à l'initiative des gouvernements, ce message s'adressait en priorité à la petite bourgeoisie et aux classes moyennes, car ce ne sont pas les ouvriers qui disposent de dizaines de milliers d'euros en banque, ils ont tout juste de quoi survivre et ils sont endettés. On peut rajouter l'aristocratie ouvrière dans le lot.

Ce sont les classes les plus amarrées au capitalisme qu'il s'agit de rassurer pour s'assurer de leur soutien politique contre le prolétariat, rien n'a changé de ce point de vue là depuis 60 ans. Ce sont ces classes qui par les deux bouts assurent la survie du capitalisme, d'une part en consommant et en s'endettant, d'autre part en soutenant les partis dont la politique s'inscrit dans le cadre du capitalisme, UMP, Nouveau Centre, MoDem et PS.

Comme lors de chaque crise, la classe ouvrière est la plus durement touchée et la plus démunie pour y faire face sur le plan politique. Cela aussi ils le savent en haut. Ils craignent malgré tout que les appareils soient débordés et que les masses fassent irruption sur la scène politique. Sans perspective politique, sans parti révolutionnaire, le pire qui pourrait se produire pour les classes dominantes, ce serait qu'elles soient obligées de s'en remettre au PS pour gérer la crise pour leur propre compte en attendant qu'un fragile équilibre se rétablisse.

On n'a pas encore abordé une facette de cette crise : comment peut-elle se traduire concrètement au sein du capitalisme une fois que la tempête sera passée ?

Si l'aristocratie continue à jouer avec le feu en repartant de plus belle dans la spéculation, la prochaine crise risque de se produire encore plus rapidement que la dernière. Encore faudrait-il savoir où ils vont bien pouvoir placer leurs capitaux. Même sans spéculer sur les matières premières, l'augmentation continue de la demande va pousser les prix à la hausse forcément. Il suffirait d'un hiver rigoureux en Europe et aux Etats-Unis pour que le prix du pétrole s'envole et par ricochet que tous les prix s'envolent également. S'ils misaient sur l'économie réelle, soit ils devraient se contenter de profits ridiculement bas ou de pertes, ce que l'on n'imagine pas, ou alors il faudrait qu'ils réussissent à faire baisser brusquement le coût du travail, mais là ils se retrouveraient confronter à la résistance de la classe ouvrière.

Je n'ai rien lu encore sur cette question, donc je formule une autre hypothèse. Comme dans les années 70 à 90, ils peuvent être tentés d'accélérer le développement du marché dans certaines régions du monde pour en retirer des profits substantiels. Pourquoi pas, à ceci près que la crise asiatique a montré rapidement les limites de cette stratégie, pire elle a réussi à déstabiliser un pays qui politiquement faisait corps jusqu'à présent autour de sa monarchie.

Il reste comme toujours l'Afrique, mais là encore, sa population est si pauvre qu'avant de tirer des profits substantiels d'investissements, il va leur falloir encore attendre des années ou des décennies, or ils sont pris à la gorge, c'est tout de suite qu'il faut qu'il trouve un scénario viable.

Et des pays comme l'Inde ou la Chine ne sont pas disposés à se laisser dicter une politique qui pourrait les conduire à une situation sociale incontrôlable.

Cependant le scénario le plus probable pourrait être, qu'ils seront poussés à investir davantage dans les pays où le coût du travail demeure très bas, et à se désengager des pays où il est le plus élevé, ce qui conduirait à une détérioration sans précédent des conditions de vie et de travail du prolétariat dans ces pays.

La France n'est pas spécialement concernée puisqu'elle est le deuxième pays du monde en terme d'investissements étrangers. Mais avec la nouvelle donne issue de cette crise, les investisseurs pourraient se montrer encore plus gourmands et exiger une augmentation de la productivité, ce que la liquidation des 35 heures devrait faciliter par exemple.

Comment ponctionner toujours davantage la majorité de la population sans remettre en cause sa capacité à consommer, la quadrature du cercle irréalisable pour le capitalisme.

Il est pris à son propre piège. Il a créé son antithèse, les moyens de sa propre destruction.

Le capitalisme peut remettre en cause l'existence d'espèces entières de la flore ou de la faune, il peut détruire notre environnement, il peut nous pourrir la vie, tout faire sauter et nous faire subir une vie apocalyptique, nous réduire en esclavage, il faudrait peut-être dire stop avant d'en arriver là !